



M O U V E M E N T S

Yves Wehrli, 51 ans, à la tête du bureau parisien de **Clifford Chance**, va intégrer le *Management Committee* mondial du cabinet d'avocats britannique. Présidée par **David Childs**, cette instance, qui se réunit tous les mois, définit les grandes orientations stratégiques du cabinet et est également responsable de sa croissance ainsi que de sa rentabilité. Yves Wehrli, qui est notamment l'avocat de la **Ligue nationale de football**, est un pur produit Clifford Chance, qu'il a rejoint en 1980 et qu'il n'a quitté que quelques années pour un détachement au sein du groupe **Airbus**. Il en est depuis 2000 à son troisième mandat successif en tant que *Managing Partner* à Paris.

Martin Bouygues, dont le groupe détient 30% d'**Alstom**, se montre publiquement de plus en plus réservé sur une prise de contrôle d'**Areva**. Il a de nouveau exprimé ses réticences lors de la présentation des résultats annuels du groupe **Bouygues**, le 3 mars, en affirmant : "La situation d'Areva nous semble extrêmement complexe. Nous ne savons pas grand-chose, à part ce que nous trouvons sur le site Internet". Une manière de manifester sa défiance à l'égard des comptes du groupe nucléaire.

Patrick Braouezec, député communiste de Saint-Denis et ancien maire de cette ville, s'apprête à quitter le **PCF**. Son départ est attendu à l'issue des élections régionales, au vu des résultats de la liste du **Front de gauche**. Alors qu'il était candidat pour mener cette liste en Ile-de-France pour les scrutins des 14 et 21 mars, la direction du PCF lui avait préféré **Pierre Laurent**. Avec d'autres membres de son association des **Communistes unitaires**, Patrick Braouezec devrait rejoindre la **Fédération pour une alternative sociale et écologique**.

L'UMP n'a pas encore perdu, mais...

Les responsables socialistes font preuve (en privé) d'une grande prudence quant aux résultats du 21 mars. Et **Xavier Bertrand**, avec la direction de l'**UMP**, n'est pas aussi abattu que la presse parisienne l'écrit. Les instituts de sondage ne donnent que des tendances, sans cerner avec précision ce que seront les résultats, région par région. L'**UMP**, aidée en sous-main par le chef de l'Etat, a donc encore des cartes dans son jeu pour priver le **PS** d'une victoire annoncée.

Le pari de la désunion PS-écolos. Le porte-parole de l'**UMP**, **Frédéric Lefebvre**, a donné le ton, dès lundi : "Le seul objectif pour nous est de créer la dynamique pour qu'au second tour, les électeurs sanctionnent la mascarade des listes d'opposition divisées". C'est le nouvel angle d'attaque de la majorité présidentielle qui table sur un affrontement entre le **PS** et **Europe-Ecologie** entre les deux tours. En espérant que les résultats du 14 mars exacerberont les rivalités, par exemple en Rhône-Alpes et en Alsace. Pour cela, l'**UMP** compte aussi sur des présidents socialistes sortants, peu portés à négocier avec les écologistes, comme **Jean-Yves Le Drian** en Bretagne et **Martin Malvy** en Midi-Pyrénées. Le risque existe. Mais la secrétaire nationale des **Verts**, **Cécile Duflot**, favorable à un accord global avec le **PS**, demeure résolue à réussir la fusion des listes des deux partis, la semaine prochaine.

Rappel des troupes. L'autre carte que l'**UMP** entend jouer à fond est celle de la mobilisation de ses propres troupes. Là, les estimations sont claires rue La Boétie. Dans des régions comme le Centre et la Franche-Comté, il faut agir sur 5 000 à 7 000 électeurs hésitants. Ceux-là pourront faire la différence, du fait de la faible participation attendue. C'est le sens des consignes données par le député **Franck Riester**, le directeur de campagne. En s'appuyant sur les résultats des dernières cantonales, les relais locaux de l'**UMP** doivent intervenir en priorité là où la droite est forte, en multipliant les appels téléphoniques pour convaincre les hésitants d'aller voter. C'est aussi pour cela que Xavier Bertrand, à raison de deux meetings par jour, a multiplié ces derniers temps les déplacements dans les villes moyennes et les zones rurales. "En veillant à ne pas réveiller les socialistes, endormis par les sondages", comme il le précise en réunion d'état-major.

Les limites de l'offensive. La mise en œuvre de ce plan plutôt réaliste se heurte cependant à de vrais obstacles. La manière dont Xavier Bertrand et l'Elysée ont composé les listes régionales (LLA n°1437) a suscité une forte grogne en interne. Partout, on a traîné les pieds. Ainsi, les affiches "La France change" n'auraient vraiment été collées que dans trois régions... Par ailleurs, l'apport des autres composantes de la majorité présidentielle, du **Nouveau Centre** (NC) à **Chasse pêche nature traditions** (CPNT), en passant par **Gauche moderne**, se révèle insuffisant. En 2004, **Jean Saint-Josse** (CPNT) pesait 7% en Aquitaine. Aujourd'hui, ce dernier chiffre à guère plus de 2% l'apport de son mouvement aux listes UMP dans cette région. Par ailleurs, ces partis frères, qui se sont laissés porter par la machine électorale UMP, se révèlent incapables d'accélérer dans la dernière ligne droite. Un exemple ? Dans l'Ain où la tête de liste départementale a été confiée à un élu NC, ce parti a eu le plus grand mal à remplir la salle où devait s'exprimer **Hervé Morin**, ce jeudi, pour un dernier meeting de campagne.

Jacques Massey

Metis, le groupe de recherche sur le renseignement attaché au centre d'histoire de l'**Institut d'études politiques de Paris**, reprend ses séminaires. Sa cinquième série de conférences portera sur le contrôle parlementaire du renseignement en Europe. L'avocat général **Guy Rapaport**, président du **Comité R** de Belgique, débutera le cycle le 15 mars. La séance du 12 avril sera consacrée à la France. Puis, le 14 juin, l'invité sera **Wolfgang Krieger**, professeur à l'**Université de Marburg** (Allemagne). Enfin, la séance de clôture, le 28 juin, traitera de la démocratie espagnole face aux services et à leur histoire avec **Florán Vadillo** (doctorant **Sciences-Po Bordeaux**).

L'Institut Turgot planche sur la crise du logement. Son président **Henri Lepage** organise le 17 mars une réunion autour de l'un de ses analystes, **Vincent Bénard**, par ailleurs directeur de l'institut libéral **Hayek** à Bruxelles. Celui-ci plaide pour une plus grande déréglementation du droit foncier afin d'augmenter le nombre de zones constructibles et permettre une baisse du prix des logements. Une idée qui a cependant pris du plomb dans l'aile depuis la tempête Xynthia.

Fatine Layt, présidente de la banque d'affaires **Oddo Corporate Finance**, reviendra sur son parcours, le 30 mars, face aux jeunes entrepreneurs du réseau "Obliques" de la **French-American Foundation** (FAF). Membre du **Siècle** et ex-young leader de la FAF, l'entrepreneuse franco-marocaine a d'abord fait ses classes à **Euris**, puis chez **Messier Partners**.

La Fondation Concorde réfléchit à de nouveaux leviers pour le développement économique des régions. Comme la **Fondapol** en février, le think-tank proche de la majorité devrait publier d'ici fin mars un rapport sur le sujet intitulé "Les territoires, les entreprises et l'emploi".

■ Notre Europe se raccroche aux USA

Les éminences grises réunies par Notre Europe plaident pour une refonte de la relation transatlantique, sous peine de voir l'UE se marginaliser encore davantage.

L'Europe et les Etats-Unis sont-ils en train de rater une opportunité historique ? C'est l'intuition du think-tank **Notre Europe** qui va publier, le 16 mars, les conclusions de son groupe de réflexion de haut niveau coprésidé par **Romano Prodi** et **Guy Verhofstadt**, et auquel ont participé **Jerzy Buzek**, **Etienne Davignon**, **Jacques Delors**, **Joschka Fischer**, **Nicole Gnesotto**, **Paavo Lipponen** et **Tommaso Padoa-Schioppa**, des fédéraliste convaincus pour la plupart. Après neuf mois de discussions, le groupe d'experts, qui s'est réuni pour la première fois en juin (LLA n°1420), va rendre public un "*plaidoyer*" dans lequel il appelle de ses vœux un renforcement du "*partenariat euro-américain*". Une relation qui s'est nettement distendue depuis la fin de la Guerre froide.

Le groupe de réflexion relève notamment un paradoxe lié à l'arrivée de **Barack Obama**. Depuis la chute du Mur de Berlin, jamais les Etats-Unis et l'Europe n'ont été autant en harmonie sur des sujets tels que la gouvernance mondiale, le changement climatique ou encore la gestion des conflits. Et pourtant cette "*communion retrouvée*" n'a encore débouché sur aucun résultat concret, comme l'ont prouvé l'échec de la conférence de Copenhague et la gestion de la crise financière. D'après le groupe d'experts, une refonte de la relation transatlantique, indispensable pour répondre à ces enjeux, passe inévitablement par une plus grande intégration politique de l'Europe de manière à pouvoir traiter avec les Etats-Unis d'égal à égal. Il y a urgence, met en garde le think-tank. La diplomatie de Washington est désormais plus ouverte et pourrait privilégier à terme des partenariats avec les puissances émergentes. Au risque de marginaliser encore un peu plus le Vieux Continent.

■ Res Publica en quête de stratégies

Très critique à l'égard du Livre blanc sur la défense, la fondation chevènementiste réunit un séminaire sur les bouleversements de la pensée stratégique militaire.

Le constat très sévère que dresse la fondation **Res Publica** sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale l'a conduite à organiser, le 22 mars, un séminaire fermé consacré aux grands bouleversements de la stratégie militaire : émergence d'un monde multipolaire, défi terroriste et prolifération nucléaire. Avec une question centrale : la France a-t-elle encore des stratégies en mesure d'élaborer une réponse à ces défis ?

Pour en débattre, la fondation présidée par **Jean-Pierre Chevènement** a notamment convié l'amiral **Jean Dufourcq**, ancien officier de marine et actuel rédacteur en chef de la revue *Défense nationale* ; le haut fonctionnaire **Gilles Andréani**, ex-conseiller de **Dominique de Villepin** aux affaires étrangères ; ainsi que l'ambassadeur **Gabriel Robin** qui a longtemps représenté la France auprès du conseil de l'**OTAN** à Bruxelles. Egalement présent, l'historien **Christian Malis**, spécialiste des relations internationales, est quant à lui l'auteur d'un ouvrage sur la pensée stratégique de **Raymond Aron**.

L'Institut Thomas More

sera auditionné courant mai par la **Commission européenne** dans le cadre du projet de révision de la directive sur les fonds propres réglementaires, sur lequel une consultation publique a été lancée le 26 février. Le think-tank a étudié les diverses propositions de régulation financière émises par l'**Union européenne**, le **Financial Stability Board** (G20), les Etats-Unis, etc. Cette note, rédigée par deux anciens de **Goldman Sachs**, **Paul Goldschmidt** et **Gérard Dussillol**, devrait être publiée en avril.

Mario Monti, qui prévoit de remettre en avril son rapport sur la relance du marché unique européen, est confronté au casse-tête des agences de régulation nationales (**Arcep**, **CRE**, etc.). Mises en place pour garantir le respect du droit européen et de la libre-concurrence, celles-ci ont développé au fil des ans une jurisprudence autonome, propre à chaque pays. Au point d'être parfois perçues à Bruxelles comme des obstacles à l'harmonisation du marché unique.

Denis Kessler, PDG de **Scor** et président du **Siècle**, sera l'invité de l'**Institut de l'entreprise** (IdE) le 26 mars. Il s'entretiendra avec la jeune garde du think-tank qui se réunit tous les mois autour d'une personnalité dans le cadre du "Cercle" (LLA n°1440).

L'IFRI s'interroge sur l'avenir des *smart grids*, les réseaux de distribution électrique intelligents. L'institut organisera une conférence le 11 mars à Bruxelles autour de **Guido Bartels**, directeur énergie d'**IBM** et surtout président de **GridWise Alliance**, l'association américaine de promotion des *smart grids*. Le directeur de la communication de **RTE**, **Michel Derdevet**, et le directeur stratégie produits d'**Areva T&D**, **Régis Hourdouillie**, seront également présents.